



DIRECTIF

# Mise en œuvre de l'égalité des sexes

**Imprimerie****Édité par**

Brot für die Welt  
Evangelisches Werk für Diakonie  
und Entwicklung e. V.  
Caroline-Michaelis-Straße 1  
10115 Berlin  
Téléphone : +49 30 65211 0  
info@brot-fuer-die-welt.de  
www.brot-fuer-die-welt.de

**Createurs** Groupe professionnel  
Gender/Brot für die Welt

**Editeurs** Ellen Köhler, Carsta  
Neuenroth

**Traduction** Kengne Fokoua

**V.i.S.d.P.** Klaus Seitz

**Photo couverture** Frank Schultze/  
Zeitenspiegel

**Maquette** János Theil

**Imprimé de** dieUmweltdruckerei,  
Hannover

**Numéro d'article** 129 502 790

---

**Donations**

Brot für die Welt  
IBAN DE10 1006 1006 0500 5005 00  
Bank für Kirche und Diakonie  
BIC GENODED1KDB

---

Berlin, Août 2018

Membre de  
**actalliance**

**DIRECTIF**

# **Mise en œuvre de l'égalité des sexes**

# Table des matières

|   |           |
|---|-----------|
| <b>Préface</b> .....  | <b>5</b>  |
| <b>Introduction</b> .....   | <b>6</b>  |
| <b>1 Défis relatifs à la mise en œuvre de l'égalité des sexes</b> ..... | <b>8</b>  |
| 1.1 Contexte  | 8         |
| 1.2 Défis actuels et futurs   | 9         |
| 1.3 Actrices et acteurs   | 11        |
| <b>2 Expériences et positions : Nous ne partons pas de zéro !</b> ..... | <b>14</b> |
| 2.1 Expériences acquises  | 14        |
| 2.2 Égalité des sexes : Ce qui nous guide                               | 15        |
| 2.3 Évaluation du problème  | 16        |
| <b>3 Réaliser l'égalité des sexes</b> .....                             | <b>18</b> |
| 3.1 Orientation du travail  | 18        |
| 3.2 Priorités   | 18        |
| 3.3 Intégration de la dimension de genre                                | 21        |
| 3.4 Assurer la continuité du travail                                    | 22        |
| <b>Conclusion</b> .....   | <b>24</b> |
| <b>Bibliographie</b> .....  | <b>25</b> |
| <b>Liste des abréviations</b> .....                                     | <b>26</b> |

# Préface

L'égalité des sexes est à la fois un moyen et une condition préalable pour lutter contre la pauvreté et l'inégalité sous toutes leurs formes. Cependant, il y a encore beaucoup à faire en matière d'égalité des sexes et de chances de vie chez les hommes et les femmes en bien des endroits dans le monde. Jusqu'à présent, l'inégalité liée aux conditions de vie et à l'accès aux ressources, les hiérarchies traditionnelles, les règles discriminatoires tout comme les pratiques culturellement ancrées continuent de limiter les possibilités des femmes et des filles de jouir de leurs droits humains.

Nous souhaitons y apporter notre contribution afin que les femmes, de façon accrue, s'impliquent socialement et renforcent leurs capacités à participer de manière égale à l'élaboration des politiques et à la prise de décision à tous les niveaux ; local, national et international. L'objectif est de mettre un terme à la discrimination et à l'inégalité sexuelle dans le monde.

En plus de l'amélioration des conditions sociales, économiques, juridiques, et du renforcement des capacités des femmes, les valeurs et normes sociales qui promeuvent les rapports de force à caractère patriarcal, les mentalités et les comportements y afférents doivent être remis en cause afin de mettre un terme à la discrimination fondée sur le genre. Les rôles attribués aux genres et profondément ancrés dans l'esprit de la plupart des personnes et la répartition sociale du travail qui en découle doivent être remis en cause et surmontés afin que les femmes et les filles puissent participer pleinement à la vie sociale au même titre que les hommes.

C'est dans cette optique que Brot für die Welt (Pain pour le Monde) s'engage pour l'égalité des sexes dans le cadre de sa politique de développement et de son programme. En outre, Brot für die Welt et la Diakonie Katastrophenhilfe (Diakonie Aide d'urgence) sont sensibles à la discrimination basée sur le genre dans leurs actions et s'efforcent de ne pas les renforcer involontairement. Nous réaffirmons, à travers le présent document de stratégie intitulé « Mise en œuvre de l'égalité des sexes » aussi bien notre engagement à cet égard que notre approche de travail et ambitionnons d'assurer sa continuité.

Ce faisant, nous affrontons également un certain nombre de nouveaux défis : la multiplication des catastrophes naturelles, les crises politiques et les conflits armés aggravent en particulier la vie des femmes et l'amélioration des conditions sociales en faveur de plus d'égalité des sexes. Les contextes de violence, la migration, la fuite et l'expulsion perpétuent la violence basée sur le

genre et la violence sexuelle. La forte dépendance vis-à-vis de l'aide humanitaire expose un nombre de plus en plus important de femmes à l'exploitation et aux abus sexuels. Les besoins d'assistance et les besoins humanitaires des femmes et des filles doivent être particulièrement pris en compte dans l'aide humanitaire.

Dans plusieurs pays, nous déplorons actuellement une propension à l'autocratie, au populisme et aux égoïsmes nationaux et propres à différents groupes (« nous d'abord »). Ces évolutions entraînent la stagnation, voire la régression, des efforts pour la mise en œuvre de l'égalité des droits entre les hommes et les femmes. De surcroît, un nombre croissant de pays limite, au moyen de lois restrictives, les activités des organisations non gouvernementales qui s'engagent pour l'égalité des droits entre les hommes et les femmes. Cela concerne également beaucoup d'initiatives féministes et d'organisations militant en faveur des droits des femmes. Des voix puissantes qui ont réclamé de leurs gouvernements l'égalité et la réalisation des droits humains et des droits des femmes sont ainsi réduites au silence.

L'engagement pour l'égalité des sexes n'est pas « l'apanage des femmes. » Les hommes, en particulier les adolescents, doivent être davantage impliqués que par le passé dans ce débat et comprendre pourquoi il est tout aussi important pour eux. À cela s'ajoute le débat relatif à la conception courante de la masculinité, les rôles et privilèges y afférents, tout comme les changements possibles de rôles et de comportements qui vont de pair avec la redistribution du pouvoir et le renoncement aux privilèges. Le travail sensible lié au genre prenant en compte les garçons et les hommes comme groupe cible et l'implication de ces derniers en tant qu'acteurs du changement pour plus d'égalité des sexes est ainsi nécessaire.

Nous espérons que ce document de stratégie pourra soutenir et orienter l'engagement de nos collaborateurs et celui de nos organisations partenaires.

DR. H. C. CORNELIA FÜLLKRUG-WEITZEL

Présidente de Brot für die Welt et Diakonie Katastrophenhilfe

# Introduction

Le présent document de stratégie s'inscrit dans le prolongement et le développement de la mise en œuvre de l'égalité des sexes dans le travail de Brot für die Welt, la Diakonie Katastrophenhilfe et la coopération avec les organisations partenaires. Il esquisse les positions et stratégies relatives à la politique d'égalité des genres de Brot für die Welt et la Diakonie Katastrophenhilfe dans le cadre de leur politique de développement et d'aide humanitaire.<sup>1</sup>

Ce document met l'accent sur la mise en œuvre de l'égalité des sexes et, plus particulièrement, sur le renforcement des capacités et de l'égalité des droits des femmes et des filles dans le cadre de la coopération ecclésiastique au développement. Il ambitionne de soutenir les actions des collaborateurs et collaboratrices et de la direction, notamment en ce qui concerne leur engagement pour l'égalité des sexes à travers le monde et plus particulièrement pour les femmes et les filles victimes de marginalisation, de pauvreté et de catastrophes dans le cadre du dialogue avec les partenaires, de l'élaboration et de l'accompagnement des projets, du travail de lobbying, de plaidoyer et de relations publiques, ainsi que l'aide humanitaire.

En dépit de quelques évolutions positives, les femmes et les filles sont toujours particulièrement confrontées à la discrimination et à la violation de leurs droits. C'est ainsi qu'une personne sur douze dans le monde est un homme ou un garçon mal nourri alors qu'une personne sur cinq est une femme ou une fille mal nourrie. L'accès des filles à l'éducation de base s'est certes considérablement amélioré au cours des deux dernières décennies. Cependant, les statistiques de l'Organisation des Nations Unies (ONU) révèlent que 58 millions d'enfants ne vont toujours pas à l'école, plus de la moitié d'entre eux sont des filles. À l'échelon international, les femmes assumant les fonctions de direction dans les secteurs de la politique, de l'économie et de la société sont considérablement sous-représentées. En revanche, elles sont majoritairement représentées dans les secteurs des services au ménage et des soins, et dans plusieurs autres activités à faible rémunération avec de longues heures de travail, sans couverture sociale. La violence à l'encontre des femmes et des filles répandue dans le monde démontre de façon bouleversante à quel point

la discrimination et les injustices basées sur le sexe sont ancrées dans nos sociétés fondées sur des valeurs patriarcales.

Eu égard à cette réalité, Brot für die Welt se félicite du cinquième objectif de développement durable (ODD 5) de l'agenda 2030, à savoir « parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles », qui a de nouveau placé le thème de l'égalité des sexes au centre des préoccupations de la communauté internationale et encouragé toutes les actrices et tous les acteurs qui s'engagent pour l'égalité entre les hommes et les femmes. Les sous-objectifs définis pour l'objectif 5 reprennent plusieurs des revendications formulées par les mouvements féministes depuis plusieurs années telles que l'abolition de toute forme de violence à l'encontre des femmes et des filles, la garantie de l'égalité des chances dans la vie politique, économique et publique ainsi que l'égalité de droits aux ressources économiques et l'accès aux technologies de base. L'accès de toutes et de tous à la santé sexuelle et reproductive, aux droits reproductifs doit être assuré de même que l'allègement des tâches ménagères non rémunérées exercées par les femmes et les filles. La parité hommes-femmes est également ancrée dans plusieurs autres objectifs de l'agenda. Réussir à inscrire l'égalité des sexes et le renforcement des capacités des femmes et des filles comme un objectif en soi de l'Agenda 2030 a été une grande victoire pour les mouvements féministes du monde entier. Pour Brot für die Welt également, l'objectif 5 constitue une motivation à prendre en compte dans l'engagement pour l'égalité des sexes.

Brot für die Welt et la Diakonie Katastrophenhilfe participent pour le compte de l'Église à l'œuvre œcuménique pour la paix, la justice et la sauvegarde de la création.

---

<sup>1</sup> — Les mesures relatives à la mise en œuvre de l'égalité des sexes dans les structures internes de travail de l'entreprise elle-même ne font pas l'objet de cette stratégie. Il existe dans l'organisation une personne chargée de la mise en pratique de l'égalité des sexes dans le cadre d'un accord de service.

L'éradication de la pauvreté sous toutes ses formes et l'engagement pour un monde juste sont au centre de cette œuvre. C'est dans le même sillage que s'inscrit l'engagement pour la mise en œuvre de l'égalité des sexes depuis les années 1970. Dans le plan de stratégie 2016-2020 de Brot für die Welt, l'allusion à l'égalité des sexes ressort particulièrement de l'objectif 1 qui stipule : Initier une transformation socio-écologique pour éradiquer la pauvreté, réduire les inégalités et sauvegarder la création. En outre, le plan de stratégie prévoit le développement de un document directif sur le thème de l'égalité des sexes qui doit, d'ici 2018, entrer dans un document de stratégie pour l'éradication de la discrimination fondée sur le genre (Objectif 3.2). Enfin, l'ancrage du genre est prévu comme thème transversal à travers lequel un rapport avec d'autres objectifs est établi.

## Chapitre 1

# Défis relatifs à la mise en œuvre de l'égalité des sexes

### 1.1 Contexte

Les relations hommes-femmes prévalant dans le monde sont l'expression de l'inégalité des rapports de force et d'une hiérarchie des valeurs profondément ancrée qui profite aux hommes et aux garçons. En relation avec d'autres catégories d'inégalité telles que l'invalidité et l'origine sociale (intersectionnalité), celles-ci ont un impact profond sur les sociétés et affectent tous les secteurs de la vie et les institutions sociales. Ceci vaut aussi bien pour les institutions nationales qu'internationales qui, dans leurs rapports politiques et économiques, renforcent les inégalités liées au genre. Ainsi, la politique commerciale internationale, par exemple, désavantage les activités économiques des femmes et la politique financière, quant à elle, favorise massivement l'inégalité sociale et l'exclusion. De ce fait, les rôles liés au sexe et les stéréotypes restrictifs qui en résultent sont consolidés sur les plans local, national et international.

Les femmes, souvent stéréotypées comme faibles et dépendantes, ne peuvent pas développer pleinement leurs potentiels et leurs capacités, tandis qu'il peut être pesant pour les hommes de devoir toujours être forts, courageux et inattaquables. Les stéréotypes concernent également le rapport entre les genres. Les divergences qui mettent en cause la conception courante de la masculinité et de la féminité ainsi que les rapports entre les hommes et les femmes, y compris leurs relations sexuelles, sont perçues comme une menace pour l'ordre (sexuel) établi. En plus de la restriction de la diversité des possibilités de vie et du libre épanouissement de la personnalité, on observe la promotion des tendances homophobes qui peuvent, à travers une législation étatique, conduire à la violation des droits des hommes et des femmes, comme le démontrent les lois contre l'homosexualité en vigueur dans certains pays d'Afrique. Dans pareilles circonstances, les hommes et les femmes sont confinés dans des rôles et modes de comportement qui limitent leurs possibilités de décision et de développement. Dans le pire des cas, ils sont de surcroît incriminés. L'individualité et l'autonomie du mode de vie sont subordonnées aussi bien aux attentes qu'au cadre social, culturel et historique. Le pouvoir masculin, souvent lié aux privilèges des hommes, demeure un acquis.

Les débats actuels sur la question du genre dans le monde universitaire et dans la société civile reflètent cette situation dans la mesure où ils partent du principe que, si l'on veut rompre les relations de genre et les

rapports de force discriminants et se débarrasser des rôles restrictifs que la société attribue aux genres, les diverses identités sexuelles et de genre doivent être reconnues et prises en compte. La sexualité et l'identité de genre sont considérées comme des éléments clés de la nature humaine et protégées par des lois. À cela s'ajoute l'autonomie sexuelle. La discrimination et la criminalisation sont des atteintes aux droits des hommes et des femmes qui affectent la participation sociale des personnes concernées et doivent être combattues.

Le présent document de stratégie met particulièrement l'accent sur le renforcement des capacités et le respect des droits des femmes et des filles, sans entrer en profondeur dans les débats sur le genre. Les discours sur la diversité de l'identité du genre, l'orientation, l'autodétermination sexuelle et sur les implications de la construction sociale du genre sont de plus en plus importants. Cependant, ils n'occupent pas actuellement une place centrale dans le travail pratique de Brot für die Welt et de ses organisations partenaires. Ils seront donc pris en temps opportun et étudiés dans le cadre de la coopération pour le développement ecclésial.

Dans le cas où des positions divergentes sur les questions d'identité et/ou d'orientation sexuelle devaient cependant faire surface, celles-ci seront discutées lors du dialogue entre Brot für die Welt et les organisations partenaires concernées. Brot für die Welt reste attaché à l'objectif du Conseil Œcuménique des Eglises (COE) de maintenir le contact entre les églises ayant des positions différentes sur des questions socio-éthiques, d'offrir des espaces protégés (safe spaces) pour un dialogue théologique et socio-éthique critique et d'encourager ainsi un processus de transformation interne aux églises ayant d'autres positions. Cela se passe sur la base d'une écoute réciproque, du respect vis-à-vis d'autres façons de penser et opinions ainsi que de la prise en considération des différents contextes historiques, culturels et sociaux.

Dans le cas cependant où une organisation partenaire appelle, dans le cadre de la coopération, à l'exclusion, la poursuite ou la violence à l'égard de personnes avec une autre identité ou orientation sexuelles, cela porte atteinte non seulement aux normes internationales en matière de droits humains, mais également aux principes de Brot für die Welt. Brot für die Welt introduira dans ce cas une résolution de conflits contraignante et envisagera des conséquences pour la poursuite de la coopération.

Dans des contextes fragiles, l'aide humanitaire et la coopération pour le développement doivent soutenir les



femmes et les filles en assurant leur (sur-)vie dans un environnement majoritairement marqué par la violence et les attentes stéréotypées à l'égard des relations de genre. En même temps, les femmes doivent apporter, au même titre que les hommes, leurs points de vue et leurs exigences dans tous les processus qui promeuvent la paix et visent la construction des structures et institutions étatiques.

## 1.2 Défis actuels et futurs

Les rapports de force, les modes de pensée et de comportement à caractère patriarcal ont fait en sorte que la société attribue aux hommes et aux femmes des qualités et des compétences contradictoires mais spécifiques qui sont reproduites dans la pratique quotidienne. Les conséquences en sont multiples :

C'est ainsi que les filles sont contraintes au mariage précoce pour assumer le plus tôt possible leur rôle de mère et de ménagère. L'ONU a constaté qu'en Asie du Sud et en Afrique sub-saharienne, près de la moitié des femmes âgées aujourd'hui de 20 à 24 ans est mariée avant l'âge de dix-huit ans. Dans les 28 pays où l'excision est pratiquée (Égypte, Yémen et quelques pays africains au sud du Sahara), 47% des femmes et des filles en sont concernées. Particulièrement en Inde et en Chine, des fœtus féminins sont avortés en grand nombre, car les femmes et les filles ne sont pas socialement valorisées et constituent une charge économique. Ces données des Nations Unies démontrent clairement pourquoi les femmes et les filles des régions du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord, d'Afrique sub-saharienne et du Sud de l'Asie sont très fortement touchées par les inégalités entre les sexes.

Dans les autres régions du monde à l'instar de l'Europe de l'Est, l'Asie centrale, l'Asie orientale, la région pacifique et particulièrement l'Amérique latine et les Caraïbes, la situation des femmes et des filles est certes meilleure, mais elles sont cependant également défavorisées lorsqu'il s'agit de l'accès aux services comme la santé et l'accès au contrôle des ressources telles que la terre et le crédit. Dans la plupart des pays du monde, y compris les pays industrialisés, les femmes perçoivent pour le même travail, une rémunération inférieure à celle des hommes. Ce problème est particulièrement visible lorsqu'il s'agit des tâches liées à la garde et aux soins qu'exécutent surtout les femmes et les filles à travers le monde de manière inaperçue et non rémunérée pour leur famille et la

société, augmentant ainsi souvent leur risque de demeurer ou de sombrer dans la pauvreté.

La mise en œuvre de l'égalité des genres et des droits des femmes est une mission mondiale. Elle n'est totalement réalisée dans aucun pays du monde, y compris en Allemagne. La diversité des contextes culturels et régionaux fait en sorte que l'engagement pour l'égalité des sexes et les droits des femmes doit tenir compte des situations locales respectives. Il existe, en fonction du contexte, une marge de manœuvre et de possibilités que les organisations partenaires utilisent pour s'engager pour l'égalité des sexes. Les stratégies d'action et de solution peuvent parfois être différentes de celles des pays industrialisés.

Pour ce qui est de l'aide humanitaire et de la coopération pour le développement, les conflits et les crises actuels dans plusieurs pays et régions du monde ont fait en sorte que l'engagement pour l'égalité des sexes a lieu de plus en plus souvent dans des contextes fragiles marqués par la fuite et l'expulsion, ou par la migration intense des zones rurales vers les villes toujours grandissantes. Les crises, les conflits et les catastrophes augmentent la dépendance d'un nombre croissant de personnes vis-à-vis de l'aide humanitaire. Selon le rapport sur la population mondiale, plus de 100 millions de femmes et d'hommes, ainsi que de garçons et de filles, en dépendaient en 2015. Tous ceux qui apportent de l'aide humanitaire ont donc le défi de ne pas négliger la perspective des genres lors de l'approvisionnement urgent d'un nombre grandissant de personnes touchées.

### **Les rapports liés au genre dans les contextes fragiles**

La pauvreté se concentre surtout dans les régions ou États fragiles touchés par les conflits, les crises et / ou les catastrophes naturelles. Cette tendance va aussi se poursuivre dans le futur, car l'instabilité des contextes fragiles augmente le risque de pauvreté chez les personnes qui y vivent. Dans ces conditions, il est particulièrement difficile pour les femmes et les filles de vaincre cette discrimination. En revanche, vu le manque ou la faible présence de l'État, les hommes se consacrent aux pratiques, traditions et coutumes locales profondément ancrées et empreintes de patriarcat qui discriminent les femmes et les filles. L'excision, le mariage forcé et les autres formes d'oppression et de violence basées sur le genre subsistent ainsi comme des normes et institutions sociales. La fragilité des institutions étatiques n'est pas en mesure d'y remédier et de renforcer les droits des femmes.

Dans les conflits violents, les images de masculinité et féminité sont étroitement définies et stéréotypées : La masculinité est ainsi associée à l'auteur, en tant que protecteur et oppresseur, cependant toujours en position active, tandis que la féminité représente la passivité de la victime. Les hommes et les femmes s'identifient à ces images, mais leurs identités réelles s'y opposent souvent complètement. C'est ainsi que les femmes et les filles contribuent de plus en plus aux revenus de la famille ou assument l'entière responsabilité de subvenir aux besoins de cette dernière quand les hommes sont au chômage, vont au front, ont abandonné le ménage ou sont décédés.

Les hommes peuvent réagir aux changements liés aux rapports entre les sexes avec une propension accrue à la violence. Si les conditions changeantes font en sorte que les hommes ne peuvent plus assumer leur rôle jadis acquis de pourvoyeur et protecteur de leur famille, ceci peut avoir pour conséquence qu'ils voient leur masculinité et la position dominante qui en découle remise en question et qu'ils essaient par la violence de restaurer cet ordre.

Dans ces conditions, les femmes et les filles ont d'abord besoin de sécurité et de soutien en vue de faciliter et rendre plus sûre leur (sur-)vie. Il est cependant tout aussi important de créer des conditions qui, dans le souci de résoudre le problème lié à la fragilité, garantissent que les femmes et les filles participent au même titre que les hommes à la construction des sociétés égalitaires stables et assurent leur participation sociale. Les femmes doivent expérimenter l'exercice du pouvoir, les hommes, quant à eux, doivent le reconnaître et l'accepter. Ceci n'est possible qu'à condition que les femmes et les filles, mais aussi les hommes et les garçons, aient la possibilité de remettre en cause les stéréotypes sur les genres et redéfinir les notions de masculinité et féminité.

### **Risques encourus par les femmes et filles en fuite**

Selon le Haut Commissariat des Nations Unies pour le réfugiés (HCR de l'ONU), plus de 65 millions de personnes sont en fuite.<sup>2</sup> Il s'agit d'une expérience traumatisante que les hommes, femmes et enfants concernés garderont souvent toute leur vie. Près de la moitié des personnes en fuite dans le monde sont des femmes et des filles. Elles ne fuient pas seulement la guerre, l'expulsion et les catastrophes naturelles, elles fuient aussi le mariage forcé,

l'excision et toute autre forme de violence et de poursuite à laquelle elles sont souvent exposées dans plusieurs parties du monde à travers leurs familles et leurs partenaires. Souvent, elles ne peuvent cependant pas échapper aux violences sexuelles et basées sur le genre. Le risque est élevé que l'absence de protection pendant leur fuite puisse être exploitée par des passeurs et des passeuses, d'autres personnes en fuite, des membres de la famille de sexe masculin ou des fonctionnaires hommes et femmes. Il n'est pas rare que les agressions sexuelles et les viols provoquant souvent des grossesses non désirées se produisent. Le Lobby Européen des Femmes (EWL) fait état d'une coopération entre les passeurs et passeuses, trafiquants et trafiquantes d'hommes et de femmes, afin de les contraindre à se prostituer.<sup>3</sup> Quand bien même l'objectif de la fuite est atteint, il arrive qu'en raison des camps surpeuplés et des conditions de vie qui ne tiennent pas compte de la situation des femmes et des filles, des violences basées sur le genre et des violences sexuelles aient lieu, y compris en Allemagne.

### **Migration vers les villes**

La croissance démographique et les migrations entraînent l'expansion des villes. Le nombre de femmes migrant des campagnes vers les villes est en hausse. Elles s'attendent à ce que la ville leur offre de meilleures conditions de vie et de travail ainsi qu'un accès aux infrastructures et aux services. L'absence de soutien à l'agriculture à petite échelle est l'une des raisons pour lesquelles plusieurs hommes et femmes abandonnent les campagnes. L'engagement pour une politique qui soutient l'agriculture à petite échelle sans la détruire fait partie des défis actuels de Brot für die Welt et des organisations partenaires.

En outre, la discrimination liée au genre et la violence sexuelle et basée sur le genre à laquelle beaucoup de femmes sont exposées dans leur milieu d'origine constituent d'autres causes de migration. En particulier pour les jeunes femmes qui s'opposent par exemple au mariage forcé, la migration est liée à l'espoir d'une vie autonome lorsqu'elles réussissent à se libérer du joug de leurs familles. Étant donné que, dans plusieurs parties du monde, les femmes n'ont pas droit à la propriété ou au patrimoine, elles se voient, en particulier les veuves ayant la responsabilité de leurs enfants et de leurs ménages ou les

2 — UNHCR Chiffres et statistiques [www.unhcr.de/service/zahlen-und-statistiken.html](http://www.unhcr.de/service/zahlen-und-statistiken.html), 14.7.2016

3 — [www.womenlobby.org/Asylum-is-not-gender-neutral-the-refugee-crisis-in-Europe-from-a-feminist?lang=en](http://www.womenlobby.org/Asylum-is-not-gender-neutral-the-refugee-crisis-in-Europe-from-a-feminist?lang=en), 8.7.2016

femmes issues d'unions polygamiques et dont l'époux n'assume pas son devoir de soutien, obligées de gagner leur vie en ville. La tâche ne leur est pas facilitée. La plupart du temps, elles ne peuvent trouver du travail que dans le secteur informel. Les revenus gagnés sont insuffisants, le coût de la vie est élevé et les mauvaises conditions de vie et d'habitation augmentent le risque pour les femmes et les filles d'être victimes de violence. L'accès aux services, particulièrement à la santé et à l'éducation, n'est également souvent pas meilleur qu'en milieu rural. Dans ces conditions, le rêve d'une vie meilleure en ville demeure une chimère. Ceci est valable non seulement pour les femmes et les filles, mais aussi pour les hommes et les garçons.

### **La violence basée sur le genre et la violence sexuelle**

La forte propension à la violence basée sur le genre et la violence sexuelle à laquelle les femmes et les filles sont particulièrement exposées à travers le monde constitue un défi majeur pour la mise en œuvre de l'égalité des sexes. Les rapports liés au genre ainsi que les structures de pouvoir et les valeurs inhérentes à ceux-ci les soutiennent de diverses manières. Les personnes transidentitaires et les femmes lesbiennes sont également concernées, par les prétendus « viols correcteurs » exercés par exemple en Afrique du Sud. Aussi bien les filles que les garçons sont exposés à la violence pédophile. La violence sexuelle et basée sur le genre en tant que violence domestique est présente dans toutes les couches de la société et représente un problème planétaire. Près d'un tiers des femmes dans le monde ont subi des violences physiques et/ou sexuelles, pour la plupart commis par un partenaire intime. Les représentations et les structures qui favorisent ces formes de violence sont très similaires à travers le monde.

La violence basée sur le genre et la violence sexuelle sont utilisées dans chaque guerre comme une arme dans l'optique de détruire une communauté. Les conséquences se répercutent bien souvent encore sur les générations futures. Aussi bien les hommes que les femmes sont exposé(e)s à cette arme de guerre. Non seulement les femmes, mais également les hommes, sont violés dans le but d'être rabaissés symboliquement, d'être dégradés au rang de « femme » et de voir leur personnalité brisée. L'ampleur

exacte et les conséquences des violences de guerre sexualisées sont cependant difficiles à déterminer. Le chiffre noir est extrêmement élevé parce que beaucoup refusent de parler de leur vécu. La honte est trop grande, de même que la peur de la stigmatisation, de l'exclusion et dans le pire des cas, du châtement.<sup>4</sup>

La violence basée sur le genre et la violence sexuelle, sous toutes leurs formes, entraînent la peur qui empêche les victimes de réclamer activement leurs droits. Elle met en péril leur santé physique, mentale et reproductive et affecte leur autonomie, leur intégrité corporelle et leur implication sociale.

## **1.3 Acteurs**

### **Société civile**

Depuis les années 90 où l'on a réussi, dans un contexte marqué par différentes conférences des Nations Unies (Conférence sur l'environnement à Rio, Conférence mondiale sur les femmes à Pékin), à implémenter le programme des droits des femmes à l'échelle planétaire, le mouvement féministe s'est développé de manière différenciée et a évolué dans différentes directions. Il faut ici prendre en considération qu'il s'agit toujours de mouvements de femmes et de féminismes caractérisés par un grand nombre de discours, d'objectifs et de positions divergents qui n'ont jamais été aussi nombreux qu'aujourd'hui. Les rapports entre le genre et les autres catégories d'inégalité sociale (Intersectionnalité) qui se manifestent dans le racisme et les pensées liées à la classe, voire à la caste, ont principalement été établis et introduits par les mouvements issus des pays du Sud.

Dans la pratique, des initiatives de la société civile féministes et promouvant l'égalité des genres ont été créées à l'échelle locale, régionale ou nationale aussi bien dans les pays du Sud que dans ceux du Nord. Ces initiatives contribuent de façons diverses et conformément aux contextes et priorités culturels et régionaux à la mise en œuvre de l'égalité des sexes. Elle s'occupent en principe soit d'un thème particulier, par exemple la lutte contre la violence basée sur le genre et la violence sexuelle ou la

<sup>4</sup> — Pendant la guerre de Bosnie (1992 – 1995) près de 20 000 à 50 000 femmes de tout âge ont été violées et torturées, pendant le génocide rwandais de 1994, ce chiffre variait entre 250 000 et 500 000. À l'Est de la République Démocratique du Congo, lors des troubles survenus après les élections présidentielles de 2010 en Côte d'Ivoire et pendant la guerre civile de 2011 en Libye, des milliers de femmes et filles ont été violées (Medica Mondiale, 2013).

réalisation des droits des femmes sur le territoire, soit des intérêts de groupes spécifiques de personnes, comme les employé(e)s de maison ou les femmes indigènes. Quelques-unes de ces organisations sont connectées à l'échelle internationale.

Au vu de la diversité des approches et des intérêts, le mouvement des femmes s'emploie à se connecter à tous les niveaux et à élaborer un agenda commun pour l'égalité des sexes fondé sur la base d'une société civile forte. Cela fonctionne, par exemple dans le cadre des Nations Unies où on est parvenu, à travers l'engagement et le travail des groupes de pression des organisations féministes, à ancrer dans l'Agenda 2030 un objectif de développement pour l'égalité des droits et le renforcement des capacités des femmes et des filles.

Brot für die Welt soutient et accompagne ces processus à tous les niveaux. En outre, il soutient beaucoup d'organisations de la société civile, aussi bien ecclésiastiques que non-ecclésiastiques, dont les structures et pratiques sont empreintes de modes de pensée à caractère patriarcal. L'une des tâches importantes de Brot für die Welt consiste en la mise en œuvre de l'égalité des sexes dans ses structures, ses instruments et ses programmes au sens de la parité hommes-femmes.

Les modes de pensée patriarcaux, tout comme souvent une discrimination systématique à l'endroit des femmes, sont répandus dans les structures intra-ecclésiastiques sur tous les continents. Cela est particulièrement visible à travers le refus encore fréquent de l'ordination des femmes et leur exclusion des processus de gestion et de prise de décision, ce qui entraîne la consolidation des structures discriminatoires au sein de l'église et de la société. Tout autant, il existe cependant sur tous les continents des églises et des organisations proches de celles-ci qui mettent en pratique et promeuvent dans tous les domaines de leur action l'égalité entre hommes et femmes. Il s'agit de les renforcer et de les mettre en réseau.

### **Gouvernements nationaux**

Il a déjà été indiqué qu'il existe de grandes différences continentales et régionales relatives à la position sociale des femmes et des filles et à la mise en œuvre de leurs droits. L'égalité des droits entre hommes et femmes est par exemple inscrite dans plusieurs constitutions nationales, cependant, cette égalité juridique n'est pas appliquée. Soit la législation correspondante n'existe pas, soit les lois existantes ne sont pas appliquées ou contiennent des éléments discriminatoires. C'est ainsi qu'une étude menée

par la Banque Mondiale révèle que 155 pays sur 173 examinés limitent de façon légale l'activité économique des femmes. Plusieurs Etats ont adopté des lois pour la lutte contre la violence basée sur le genre et la violence sexuelle, mais ne les appliquent pas ou pas suffisamment. Ce sont très souvent des organisations de femmes, parmi lesquelles des organisations partenaires de Brot für die Welt, qui comblent les lacunes existantes et font du travail de lobbying afin d'amener les gouvernements à adopter et appliquer des lois ou à se conformer aux traités et accords internationaux en vue de la mise en œuvre de l'égalité des sexes, pour laquelle les gouvernements se sont engagés en acceptant de les ratifier.

### **Communauté internationale**

Sur le plan international, particulièrement au sein des Nations Unies, il existe un ensemble d'accords et de traités qui renforcent les droits humains et les droits des femmes et promeuvent l'égalité des sexes. Il faut compter, entre autres, la Convention pour les Droits des Femmes (CEDAW 1979), la Plateforme d'Action de Pékin (1995), la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité de l'ONU pour les femmes, la paix et la sécurité (2000) et ses résolutions subséquentes, la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur les Droits Humains à Vienne (1993), ainsi que la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable (Sommet de Rio+20, 2012). Les Objectifs du Millénaire pour le Développement ont également contribué à améliorer la situation des femmes et des filles. Depuis l'automne 2015, le cinquième objectif de l'agenda 2030 relatif à l'égalité des droits et au renforcement des capacités des femmes et des filles constitue une base pour réaliser des progrès dans le domaine de l'égalité des sexes. À l'échelle régionale, également au sein de l'Union Européenne (UE), il existe d'autres accords et traités qui poursuivent des objectifs similaires. Les réseaux et les organisations des femmes de la société civile accompagnent l'application des accords et traités avec un travail de soutien et des groupes de pression pour la mise en œuvre des droits des femmes et l'égalité des sexes.

À l'ONU, notamment lors des réunions de la Commission de la condition de la femme, des positions progressives en rapport avec l'égalité des sexes et l'autodétermination sexuelle sont de plus en plus combattues par une alliance composée de gouvernements autocratiques, conservateurs et fondamentalistes (comme par ex. le Vatican, la Russie, les États islamiques, mais également la

Hongrie et la Pologne). Il s'agit ici en particulier d'empêcher la réalisation des droits sexuels et reproductifs. Cette alliance bénéficie également du soutien de la société civile et particulièrement des forces conservatrices et fondamentalistes évangéliques depuis les États-Unis.

Au regard du débat actuel sur la multiplicité sexuelle et l'identité sexuelle, il est important de souligner que le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a créé à l'été 2016 le poste d'expert indépendant en vue de la protection contre la violence et la discrimination à l'endroit des personnes homosexuelles, bisexuelles et transsexuelles (LGBT). Le travail relatif à ce thème est ainsi institutionnalisé au sein des nations unies.

## Chapitre 2

# Expériences et positions : Nous ne partons pas de zéro !

### 2.1 Expériences acquises

Depuis les années 1970, les discussions sur le rôle des femmes impliquées dans le processus de développement ont acquis une importance considérable sur le plan international. La Convention des Droits des Femmes de 1979, les quatre Conférences Mondiales des Femmes, qui se sont tenues entre 1975 et 1995, tout comme la Conférence Internationale des Droits humains de 1993, ont servi, entre autres, de cadre à ce changement.

Depuis le début du mouvement œcuménique, la question du rôle et du statut des femmes est à l'ordre du jour du débat œcuménique international. Déjà lors de la création en 1948 du Conseil Mondial des églises, une commission a été instituée pour analyser de manière plus précise les conditions de vie et de travail des femmes et depuis 1954, un Département interne a été consacré au thème hommes et femmes dans l'Église et la société. D'autres discours internationaux (La Conférence de Berlin sur le sexisme en 1974 et la Consultation de Sheffield sur la « Communauté des femmes et des hommes dans l'Église ») ont jeté les bases pour implémenter, de manière plus large, les questions relatives à l'égalité des sexes, à la communauté, au mariage et à la famille dans un contexte ecclésial universel et y apporter un fondement théologique.

Une importante discussion sur le rôle des femmes dans le processus de développement a été menée durant la décennie œcuménique « Églises solidaires des femmes » qui a été organisée en 1987 par le Conseil Mondial des Églises. En Allemagne, plus précisément dans les organisations membres du groupe de travail du service du développement de l'Église protestante d'Allemagne (AG KED), ce sont surtout les femmes qui ont commencé à se pencher sur la situation des femmes et des hommes, leurs différents rôles et les relations de genre en tant que rapports de force. De ce processus de discussion est né le cadre d'orientation « Voies pour une coopération au développement respectueuse des femmes ». Il fait de la création de meilleures conditions de travail et de vie, de l'éradication de la discrimination et de la violence contre les femmes tout comme de la préservation et la réalisation de leurs droits humains les

conditions sine qua non d'une existence décente des femmes. Les programmes de développement devaient s'orienter vers ces critères et les femmes devaient être impliquées de manière active et co-responsable dans leur conception et leur mise en œuvre. Il s'agit du premier document de stratégie à travers lequel les différentes organisations réunies au sein de l'AG KED se sont mises d'accord sur la base des fondements normatifs communs pour la promotion et le renforcement des capacités des femmes.

En 2007, Brot für die Welt et le Service des Églises Évangéliques en Allemagne pour le Développement (EED) ont adopté la stratégie du genre « Nous comblons le vide entre la théorie et la pratique », pour appliquer la perspective des genres dans le travail des deux organisations. La stratégie se rapporte au cadre d'orientation en tant que document de stratégie pertinent, qui prend cependant en considération l'évolution des discussions relatives à la politique de développement de l'approche femmes en développement au l'approche genre et développement). Il ne s'agit plus ici de se focaliser uniquement sur les femmes et leur rôle dans les processus de développement, mais également, notamment au moyen de l'intégration d'une dimension de genre, sur les relations hommes-femmes et sur la suppression des inégalités qui leur sont inhérentes.<sup>5</sup>

En 2011, la mise en œuvre de la stratégie liée au genre a été évaluée dans les deux organisations. L'évaluation a révélé que les deux organisations, dans le cadre du dialogue avec les organisations partenaires, ont utilisé avec succès la stratégie du genre et ont créé d'importantes structures transversales. Elle met en exergue le sens des responsabilités et le savoir-faire des collaborateurs, la mise en œuvre de la perspective du genre dans les structures transversales, l'existence des approches positives aux différents stades de la planification, de l'exécution, du monitoring tout comme de l'évaluation. Le rapport d'évaluation fait ressortir les déficits liés à la mise en œuvre entre autres dans les procédures, les champs thématiques et les instruments de travail, dans la planification tout comme les relations publiques, le travail des groupes de pression et de soutien. Il est, entre autres, recommandé d'élaborer un directif du genre afin d'établir un engagement général et une

---

5 — Depuis la 4<sup>ème</sup> Conférence Mondiale des Femmes tenue à Pékin en 1995, la parité hommes-femmes s'est imposée comme stratégie pour la mise en œuvre de l'égalité des sexes. Depuis le traité d'Amsterdam de 1999, la parité hommes-femmes est légalement et définitivement ancrée au sein de l'UE. Le Diakonisches Werk der Evangelischen Kirche in Deutschland (organisation protestante d'entraide de l'Église évangélique d'Allemagne) a adopté sa conception de la parité hommes-femmes comme stratégie d'action en 2003. Pourtant, le débat sur la parité hommes-femmes et sa mise en œuvre en tant que programme d'action avait déjà commencé au début des années 1990.

légitimation technique des actions politiques liées au genre de l'intérieur tout comme de l'extérieur. Le présent directif permet de mettre en application la recommandation principale de cette évaluation.

## 2.2 Égalité des sexes : Ce qui nous guide

L'égalité des droits est un droit humain et la promotion de l'égalité des sexes un moyen de lutter contre la faim et à la pauvreté. Pour Brot für die Welt, il est question que les hommes et les femmes, au-delà de leur identité sexuelle et des stéréotypes sexistes, aient, tout au long de leur vie, les mêmes chances et les mêmes droits de réaliser leurs projets de vie, de développer leurs compétences et de s'impliquer de manière égalitaire dans la construction de la vie politique, économique et sociale. Ce faisant, des idées aussi bien pratiques que stratégiques sur les intérêts liés au genre<sup>6</sup> sont prises en compte. Par ailleurs, la survie et la protection de la population, plus particulièrement des femmes et des filles, doivent être assurées dans les contextes fragiles.

Au-delà de son orientation en faveur des droits humains et des droits des femmes dans le cadre de l'engagement pour l'égalité des sexes, la Diakonie Katastrophenhilfe s'arrime aux standards et principes humanitaires internationaux qui sont codifiés dans différents documents.<sup>7</sup> Les quatre principes humanitaires sont les suivants : humanité, impartialité, neutralité et indépendance. L'aide et la protection sont accordées aux personnes en détresse sans distinction d'appartenance ethnique, de religion, de nationalité, de conviction politique, de sexe ou d'autres traits distinctifs – l'aide répond exclusivement aux besoins des personnes en détresse. En ce sens, le principe d'impartialité établit un lien avec l'égalité des sexes dans la mesure où il souligne que les hommes et les femmes ne doivent pas tout simplement profiter de

la même aide humanitaire, mais de façon égalitaire en fonction de leurs besoins spécifiques.

Sur le plan théologique, l'engagement de Brot für die Welt pour l'égalité des sexes s'appuie sur la mission biblique de s'engager pour la justice pour tous les hommes et toutes les femmes. La justice telle que conçue dans l'Ancien Testament vise la capacité de vivre en communauté et la possibilité de mener une vie de plénitude et de paix (Schalom).

Dans l'histoire de la Création, il est clairement dit que Dieu créa l'homme et la femme « à Son image ». Le fait d'être créé(e) à l'image de Dieu et les valeurs de dignité et d'invulnérabilité de la personne qui en découlent sont valables aussi bien pour les hommes que pour les femmes. S'il faut considérer que l'homme et la femme ont été créés à l'image de Dieu, ceci implique bien une prise en compte de la personne entière, indépendamment de l'identité sexuelle.

A cela s'ajoute le fait que face à la marginalisation extrême vécue au quotidien par les veuves aussi bien dans l'ancien Orient que dans l'ancien Israël, l'on oppose le devoir d'assistance en tant qu'élément central de la législation sociale. La tradition prophétique du peuple d'Israël s'oppose fermement à leur oppression (Jer. 7,6 ; Jer. 22,3 ; Ez. 22,7). Ceci vise l'amélioration et l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes qui, en l'absence de membres de la famille de sexe masculin en tant que personnes ayant des droits, étaient à peine visibles.

Cette tendance prônant la même capacité juridique des hommes et des femmes et profondément ancrée dans l'Ancien Testament est de nouveau accentuée dans le Nouveau Testament à travers la compréhension de l'événement du Baptême : ce dernier établit tous les hommes et toutes les femmes égaux et unis en Jésus Christ, car « il n'y a ni Juif ni Grec, il n'y a ni esclave ni homme libre, il n'y a ni homme ni femme ; car tous vous ne faites plus qu'un dans le Christ Jésus » (Gal 3,28).

Selon les références bibliques, les chrétiens et chrétiennes sont donc appelé(e)s à s'engager pour la nouvelle création qui a commencé avec le Christ (2 Cor. 5,17). Cela

6 — Les intérêts pratiques liés au genre se rapportent aux mesures ayant un impact à court terme et facilitant la vie des femmes et des filles (ex. l'approvisionnement en eau). Toutefois, cela n'apporte pas de changements dans les rapports entre les sexes et la place des femmes et des filles dans la société. En revanche, les intérêts stratégiques liés au genre visent par exemple, à travers l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, l'éradication de la discrimination structurelle des femmes et des filles. Les rapports liés au sexe s'en trouvent modifiés et la position des femmes et des filles renforcée.

7 — SPHERE-Handbook (2011), IASC Gender Handbook in Humanitarian Action (2006), GenCap : Integrating gender concerns into the objectives and activities for disaster prevention (2012)

implique de dénoncer l'injustice, l'oppression et la violence sous toutes ses formes, y compris entre les genres, comme n'étant pas bibliquement légitimés et de s'engager, au sens de la foi biblique, en faveur de l'égalité des droits entre les femmes et les hommes.

Brot für die Welt se sait engagé autant par l'héritage multiforme donné par la Bible et son alignement sur la justice, la libération et la dignité humaine, que par le mouvement d'apprentissage et de réflexion sur la relation entre la direction de base de la bible et l'éthique contemporaine. Cela signifie également que l'on doit mener une discussion sensible à la culture, dans le cadre du dialogue avec les organisations partenaires de l'Église ou proche de celle-ci, sur la manière dont les motivations fondamentales énoncées par la bible sont valorisées dans les rapports concrets de l'Église et de la société dans différents contextes.

## 2.3 Évaluation Contextuelle

Les structures patriarcales et l'hégémonie masculine conditionnent nos sociétés au point qu'à l'échelle planétaire, beaucoup reste à faire pour la mise en œuvre de l'égalité des sexes. Les femmes et les filles sont en général autrement et plus fortement touchées par la pauvreté et la marginalisation que les hommes et les garçons. Depuis que les questions féminines et de genre sont intervenues dans la politique de développement et la coopération pour le développement, les femmes en tant qu'actrices dans la société, l'économie et la politique ont bénéficié d'une visibilité plus accrue et la discrimination des femmes et des filles est de plus en plus publiquement discutée et thématisée. Cependant, une respectant l'égalité des sexes à tous les niveaux, politique qui va à l'encontre d'une injustice structurelle et institutionnelle profondément ancrée, n'est appliquée dans beaucoup de pays que timidement. Certes, le débat sur l'égalité des sexes implique de plus en plus les hommes, mais la redistribution du pouvoir et la suppression des privilèges ne se font pas sans la résistance des hommes puissants, des conflits sociaux et des revers politiques.

Pour consolider efficacement les droits des femmes et promouvoir l'égalité des droits entre les hommes et les femmes dans des contextes fragiles marqués généralement par les conflits, les crises, la fuite et la migration, les rapports entre la fragilité, les genres et les conflits doivent être analysés avec précision. Les raisons structurelles de

l'inégalité entre les genres doivent être ainsi prises en compte dans l'analyse tout comme les effets et les conséquences que les conceptions de la masculinité profondément ancrées par la domination peuvent avoir sur la prolifération des conflits et l'extension de la violence. L'exercice de la violence et la pratique de l'exploitation doivent aussi être activement combattus. Dans ce contexte, les acteurs et actrices de l'aide humanitaire et de la coopération pour le développement doivent davantage s'activer en vue de la mise en œuvre de l'égalité des sexes, du maintien et de la construction des sociétés pacifiques.

Les propensions actuelles à l'autocratie, au populisme, au nationalisme et au protectionnisme observées dans plusieurs pays du Sud et du Nord rendent les analyses difficiles. En lieu et place des progrès, nous constatons malheureusement des régressions dans l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, dans les droits des femmes et les droits humains. On a déjà parlé de la stagnation au sein de la Commission de la condition de la femme. Étant donné qu'un nombre croissant d'États contrôlent de surcroît, au moyen de législations restrictives, les activités des organisations non-étatiques qui s'engagent pour la justice et les droits humains, la marge de manœuvre et l'engagement politique de beaucoup d'organisations féministes et de défense des droits des femmes y sont également limités (shrinking space).

Pour cette raison, le dialogue avec et le soutien du dialogue parmi les organisations partenaires travaillant sur place pour l'égalité des sexes et/ou concernées par sa mise en œuvre, constitue une contribution importante que Brot für die Welt apporte en plus de la promotion des actions concrètes relatives au débat sur l'égalité des sexes. Vu que sa mise en œuvre constitue également une lourde tâche et un grand défi aussi bien en Allemagne que dans d'autres pays dans lesquels les organisations partenaires s'engagent, ce cadre leur sert de forum pour un dialogue équitable. Ainsi, l'on identifie les thèmes et actions politiques liés au genre qui sont pertinents et possibles pour les organisations partenaires dans leurs contextes respectifs. Les partenariats à long terme, tels qu'entretenus par Brot für die Welt, facilitent le travail sur le thème relatif à l'égalité des sexes, qui ne peut s'opérer que de manière dynamique (2013).

Brot für die Welt peut compter sur les expériences de ses prédécesseurs qui ont travaillé de manière intense sur les questions relatives à l'égalité des sexes et à la coopération avec les organisations partenaires. Conformément à la directive de la Fédération luthérienne mondiale sur



l'égalité des sexes (2013), Brot für die Welt réaffirme son objectif fondamental selon lequel: « L'égalité des genres intègre la protection et la promotion de la dignité des femmes et des hommes qui, en tant qu'êtres créés à l'image de Dieu, assument la responsabilité de gardiens et gardiennes de la création. La mise en œuvre de l'égalité entre genres s'opère aussi bien à travers la parité et l'équilibre des rapports de force entre les femmes et les hommes qu'à travers la destruction des systèmes discriminatoires profondément ancrés sur les plans institutionnels, culturels et interpersonnels déterminés par les traitements privilégiés et l'oppression. »

## Chapitre 3

# Réaliser l'égalité des sexes

### 3.1 Orientation du travail

Brot für die Welt considère l'égalité des sexes comme un objectif de développement en soi et comme une contribution à une société juste et stable. Il s'agit de repérer, prendre en compte et éliminer les causes et effets basés sur le genre de la marginalisation et de la pauvreté. Pour être efficaces, les stratégies pour la mise en œuvre de l'égalité des sexes doivent prendre en compte le renforcement des capacités des femmes et des filles pour une participation sociale, politique et économique égalitaire, l'éradication de l'inégalité des sexes profondément ancrée sur les plans structurel et institutionnel et le changement positif des rôles et rapports discriminatoires en vigueur liés au sexe. Pour cette raison, Brot für die Welt soutient principalement les organisations ecclésiales, d'autres organisations de la société civile et les réseaux dans les pays du Sud dont le travail est orienté vers ces domaines stratégiques.

La mise en œuvre de l'égalité des sexes est soit l'objectif majeur de leur mission, soit traité comme thème transversal en rapport avec d'autres thèmes prioritaires tels que la sécurité alimentaire. Les hommes et les femmes concernées assument toujours un rôle actif dans les processus engagés.

En raison de la discrimination dont elles sont victimes, les femmes et les filles restent certes au cœur des initiatives pour la mise en œuvre de l'égalité des sexes, mais les hommes et les garçons sont également concernés et interpellés. En leur absence, les changements sociaux souhaités ne sont pas réalisables. C'est pour cette raison que Brot für die Welt soutient le travail sensible au genre destiné aux hommes, à travers lequel le rôle des hommes et des garçons en tant que promoteurs du changement (agents du changement) est renforcé.

Brot für die Welt soutient l'engagement des organisations partenaires pour l'égalité des sexes sous forme de travail de fond basé sur les droits et/ou le travail de lobbying et plaidoyer politique au niveau local, national ou international. Ce dernier s'effectue particulièrement par les organisations (féministes) qui se sont fixé pour but le renforcement des capacités des femmes et des filles, la mise en œuvre des droits humains et des droits des femmes et l'égalité des sexes. Brot für die Welt accorde une importance particulière à la promotion de telles organisations.

### 3.2 Priorités

Le soutien et l'accompagnement des organisations partenaires par Brot für die Welt définissent les priorités dans divers domaines. Elles constituent les leviers qui doivent être activés pour mettre un terme à l'inégalité entre les sexes dans les différents contextes dans lesquels les organisations partenaires sont actives. Les différents secteurs demeurent ici en étroite interdépendance et se conditionnent mutuellement. C'est ce à quoi s'attèlent clairement les projets qui décrivent par exemple le travail des organisations partenaires sur le thème relatif à l'égalité des sexes (voir encadré).

#### Égalité juridique

L'égalité juridique entre les genres implique la reconnaissance juridique de l'égalité et, par ricochet, l'interdiction de la discrimination. En fonction de la situation de chaque pays, Brot für die Welt soutient les organisations partenaires qui s'engagent pour l'égalité juridique aussi bien de jure que de facto.

#### Égalité d'accès aux ressources et égalité de contrôle des ressources

L'égalité d'accès aux ressources et l'égalité de contrôle des ressources signifie l'accès aux et le contrôle des moyens de subsistance comme la terre, l'eau, la technologie et le savoir qui permettent l'économie, assurent l'existence humaine et promeuvent un vivre-ensemble pacifique. C'est la raison pour laquelle les organisations partenaires s'engagent, particulièrement dans le secteur rural, à la levée des restrictions d'accès et de contrôle basées sur le sexe afin de permettre aux femmes et filles d'être indépendantes économiquement, autonomes et de pouvoir s'autodéterminer.

#### Participation égale et pouvoir de décision

La participation égale et le pouvoir de décision garantissent une participation sociale à égalité de droits et la mise en œuvre des projets de vie individuels. Brot für die Welt soutient les partenaires qui s'engagent pour que les femmes et les filles élargissent leurs possibilités d'action afin qu'elles puissent agir en tant qu'actrices au même titre que les hommes dans les domaines politique, économique et social, et qu'elles puissent mettre en œuvre leurs droits humains.

### **Autonomie du mode de vie et absence de violence**

L'autonomie et l'absence de violence basée sur le genre et de violence sexuelle sont une condition pour une vie autonome. Les organisations partenaires soutiennent les femmes et les filles tout comme les garçons et les hommes en fonction de leurs contextes respectifs aussi bien dans la lutte contre la violence domestique que celle contre la violence de guerre.

### **Développement de valeurs et normes sociales mettant en cause les rapports de force, les pensées et les pratiques à caractère patriarcal.**

On ne peut remédier à la discrimination basée sur le genre et aux atteintes aux droits humains que si les pratiques, les valeurs et les normes sociales discriminatoires sont remises en cause et surmontées. Les organisations partenaires de Brot für die Welt sensibilisent la population et la politique à ce sujet et s'engagent auprès des femmes et des filles tout comme des hommes et des garçons pour un changement de mentalité et de comportement.

Des changements positifs dans les secteurs susmentionnés renforcent le pouvoir des femmes et promeuvent la mise en œuvre de l'égalité des sexes, aussi et surtout dans les situations d'insécurité telles qu'elles prévalent dans les contextes fragiles, pour les personnes en fuite ou qui migrent. La participation active des femmes (et des filles) aux processus de paix et à la reconstruction revêt une importance particulière. La Résolution 1325 « Femmes, paix, sécurité » du Conseil de Sécurité des Nations Unies constitue ainsi le cadre approprié. Les femmes qui sont présentes et interviennent font usage de leur droit à la participation sociale et apportent une contribution importante à la stabilisation et à la (re-) construction civile de leurs communautés.

La discussion des questions liées à l'égalité des sexes peut aussi amener des changements chez les hommes s'ils prennent conscience de la façon dont les rapports de force basés sur le genre et la distribution des rôles ont déterminé et limité leur vie. Un nombre croissant d'hommes et de garçons est prêt à questionner de manière critique leurs identités marquées par le genre, et à chercher des moyens leur permettant de structurer la nature de leurs rapports aux femmes, enfants et autres hommes de manière plus harmonieuse, respectueuse et tolérante. Une démarche équitable et réciproque signifie aussi pour les hommes un gain en liberté et en partenariat.

### **Aide humanitaire**

Au regard de nombreux conflits et de catastrophes naturelles fréquentes, le besoin en aide humanitaire va augmenter. Les réfugié(e)s et de déplacé(e)s internes sont l'un des principaux groupes cibles bénéficiant de l'aide humanitaire.

La Diakonie Katastrophenhilfe, tout comme les organisations partenaires qu'elle soutient, travaillent en accord avec les standards et principes de l'aide humanitaire qui font de la détresse ou de la pauvreté le seul critère pour bénéficier des opérations de secours.

Les crises et les conflits ont des impacts différents selon les personnes touchées, car la vulnérabilité, les ressources, possibilités et stratégies de gestion de celles-ci peuvent être très différentes. La prise en compte des aspects du genre est ainsi une partie essentielle de la bonne gestion d'un programme car toutes les couches de la population concernée doivent bénéficier de l'aide – les femmes et les filles ont besoin d'accéder à l'aide humanitaire au même titre que les hommes. À cette fin, on doit les interroger sur leurs besoins et ceux de leur communauté et les impliquer activement dans la recherche de mesures relatives à leur protection et à leur soutien et dans la mise en application de ces mesures.

La construction dans les camps de réfugié(e)s de latrines séparées, verrouillables et éclairées, se trouvant à proximité des logements des femmes et des filles afin de les protéger des agressions constitue un exemple de protection sexospécifique et de mesures d'aide appropriées.

L'aide humanitaire représente donc également un domaine dans lequel les droits humains et les droits des femmes peuvent être renforcés et l'égalité des sexes promue.

### **Travail éducatif, relations publiques et travail de lobbying en Allemagne**

Dans le cadre du travail éducatif et des relations publiques, les communautés ecclésiales et le grand public sont sensibilisés sur l'importance que l'égalité des sexes a dans les sociétés pacifiques et équitables et la sauvegarde de la création. Cela implique l'appel et l'encouragement à la réflexion sur les rapports entre les sexes et les attributions respectives des rôles, les divergences de points de vue, à la perception des différents points de vue, intérêts et besoins, et à la garantie des mêmes possibilités d'influence indépendamment du genre. En outre, il appartient à la qualité du travail éducatif et informatif de sensibiliser sur le fait que l'injustice et les lacunes de développement en

## Exemples de projets

### Égalité des sexes en contexte rural

Nijera Kori, une organisation partenaire du Bangladesh soutient la mobilisation sociale de la population rurale sans terre. L'implication sociale croissante des paysannes et paysans sans terre dans les processus de décision et leur accès croissant aux ressources telles que les terres en friche gérées par l'Etat et les prestations sociales du gouvernement constituent l'objectif du travail de cette organisation. Ce faisant, Nijera Kori poursuit une approche conséquente de la parité hommes-femmes. Les femmes et les hommes s'organisent d'abord en groupes de base séparés les uns des autres. La violence contre les femmes et l'égalité des sexes y est thématiquée et on se met d'accord sur des changements dans les relations entre les sexes, que l'on met ensuite en application. Pour la mise en œuvre de leurs droits sociaux et économiques, les hommes et les femmes s'engagent ensemble à travers des campagnes et des groupes de pression. L'accès aux terres en friche qui reviennent légalement aux paysannes et paysans sans terre est difficilement réalisable à cause des intérêts des familles influentes. Si l'on parvient cependant à résoudre le problème foncier en faveur des paysannes et paysans sans terre, les hommes et les femmes deviennent des locataires à parts égales des terres. Ensemble, ils développent et gèrent eux-mêmes des projets économiques pour l'exploitation de ces terres dans lesquels l'équité des genres en matière de travail, de moyens de production et de revenus est appliquée. Ce faisant, une évaluation à partir d'une perspective de genre permet un apprentissage institutionnel.

### Les hommes changent

L'initiative œcuménique VIH y le SIDA EHAIA est un programme du Conseil œcuménique des Églises qui sensibilise beaucoup d'églises et de communautés en Afrique sur la thématique. Le rapport entre l'inégalité des sexes, la violence basée sur le genre et la dissémination du VIH y joue également un rôle important. La réflexion sur le rôle et la situation des hommes en tant que « masculinité transformative » n'a cessé de gagner de l'importance pour le processus de sensibilisation. On laisse ici aux hommes de la place pour échanger sur leur compréhension des rôles, pour s'interroger sur leurs comportements et les changer. Une autre approche innovante concerne « l'étude contextuelle de la Bible », au moyen de laquelle des thèmes comme la

sexualité et la violence basée sur le genre sont débattus. En plus des ateliers et des formations spécifiques à l'attention des groupes cibles, l'initiative EHAIA offre des consultations pour les enfants et jeunes séropositifs / séropositives, les veuves, les veufs et les orphelins / orphelins atteints du VIH SIDA, tout comme les minorités sexuelles et d'autres groupes marginalisés tels que les prisonnières/ prisonniers, travailleuses et les travailleurs du sexe.

### Aide humanitaire sexospécifique pour les personnes en fuite

Les opérations d'aide humanitaire s'orientent, entre autres, vers les besoins sexospécifiques des bénéficiaires. Les ménages dirigés par les femmes ou les filles, comme ceux de la République Centrafricaine, d'Haïti, de la Syrie et de l'Europe sont soutenus de manière ciblée car ces derniers sont, entre autres, particulièrement vulnérables à la violence et l'accès des femmes et des filles à un travail rémunéré est limité.

Dans les camps de réfugiés en Jordanie, majoritairement peuplés de réfugié(e)s syrien(ne)s, on distribue ce que l'on appelle des « kits dignité ». Ceux-ci contiennent, en plus des articles de toilette pour femmes (serviettes hygiéniques), des accessoires d'allaitement et des abayas (robe traditionnelle) ou des foulards. Par ailleurs, les camps disposent de salles de prière pour femmes. Pour garantir que les femmes et les filles puissent prendre part aux offres psychosociales, celles-ci sont proposées sous forme de groupes d'artisanes ou de cuisine. Ces activités sont la plupart du temps acceptées par les sociétés d'origines pour les femmes et les filles et les autres membres de la famille (hommes et femmes) leur permettent donc d'y participer, s'il est assuré que seules les femmes y prennent part.

Dans plusieurs pays (Ukraine, RD Congo, Soudan du Sud, Jordanie, Turquie, il existe des offres psychosociales pour les réfugié(e)s ou déplacé(e)s internes. Ces offres psychosociales s'adressent la plupart du temps aux personnes traumatisées. Il s'agit souvent de victimes de violences sexuelles, le plus souvent des femmes et des filles. Les personnes concernées ont déjà fait l'expérience de la violence dans leurs pays d'origine (groupes combattants, violence domestique etc.), pendant la fuite ou dans les camps de réfugiés, voire les communautés d'accueil.

politique, en société et en économie ont des impacts différents sur les hommes et les femmes, que les rôles attribués au genre sont définis de manière différente dans d'autres cultures qu'en Allemagne, et qu'en conséquence, les stratégies d'action et de solution diffèrent de celles qui y sont habituellement appliquées. La réflexion objective sur les questions du genre dans le travail éducatif et les relations publiques de Brot für die Welt constitue un contrepoids aux courants antiféministes et conservateurs en ce qui concerne le genre. Ce sont des courants qui mobilisent actuellement d'une manière accrue contre les études de genre et les discréditent en tant qu'« idéologie du genre » non seulement en Allemagne, mais aussi dans beaucoup d'autres pays. En conséquence, les organisations partenaires dans le travail national peuvent être motivées de s'occuper aussi de la thématique du genre.

Dans le cadre du travail de lobbying vis-à-vis du gouvernement allemand, Brot für die Welt s'engage pour la prise en compte de la perspective du genre dans la politique de développement et coopération allemande, européenne et internationale. L'Agenda 2030 offre un cadre qui prévoit la mise en œuvre de l'égalité des sexes et le renforcement des capacités des femmes et des filles. L'actuel plan d'action pour l'égalité des sexes 2016 – 2020 du ministère fédéral de la coopération et du développement économique (BMZ) s'oriente vers les objectifs de l'agenda 2030 et une application sensible au genre. En collaboration avec les organisations de la société civile, Brot für die Welt s'engage pour que, tel que prévu dans ce plan d'action, l'égalité des sexes soit systématiquement appliquée dans la coopération au développement du gouvernement fédéral allemand.

### 3.3 Intégration de la dimension de genre

Depuis la fin des années 1980, l'intégration de la dimension de genre s'est répandue comme stratégie de mise en œuvre de l'égalité des sexes dans la coopération au développement sur les plans étatique, non-étatique et

ecclésial. La 4<sup>ème</sup> Conférence Mondiale des Femmes de 1995 à Pékin a confirmé l'importance de l'intégration de la dimension de genre comme stratégie efficace de mise en œuvre de l'égalité des sexes. Le Diakonisches Werk der Evangelischen Kirche in Deutschland (organisation protestante d'entraide de l'Eglise évangélique d'Allemagne) a adopté en 2003 sa conception de l'intégration de la dimension de genre comme stratégie d'action.

L'intégration de la dimension de genre<sup>8</sup> doit garantir que les femmes, au même titre que les hommes profitent des interventions liées à la politique de développement. A travers l'intégration de la dimension de genre, les besoins et expériences des femmes et des hommes deviennent une partie intégrante du design, de l'exécution, du suivi et de l'évaluation des politiques et programmes dans tous les domaines politique, économique et social, afin que les femmes, au même titre que les hommes, en tirent profit et que l'inégalité ne demeure pas. C'est ainsi que le Conseil économique et social de l'ONU définit l'intégration de la dimension de genre. Une telle définition vient de la reconnaissance que chaque décision politique ou activité liée à un projet a un impact sexospécifique qui ne peut être ignoré si l'on veut faire disparaître les inégalités.

Des analyses systématiques sur le genre qui étudient les différentes situations de vie des hommes et des femmes constituent la condition sine qua non pour l'identification des mesures et interventions effectives promouvant l'égalité des sexes et la mise en œuvre de l'intégration de la dimension de genre. Ce n'est que lorsque les résultats de l'analyse sur le genre sont pris en compte dans la planification des projets, des programmes ainsi que des processus politiques et touchant le grand public (plaidoyer et lobbying) que ceux-ci peuvent être élaborés de manière sensible au genre, ancrés dans l'ensemble du cycle de projet et rendus visibles dans l'orientation vers l'impact. Pour cela, on a besoin de compétences appropriées de la part des organisations partenaires et des collaborateurs, compétences qui doivent être continuellement perfectionnées.

La question de savoir si l'intégration de la dimension de genre dans le travail concret de Brot für die Welt tient ses promesses doit être discutée en relation avec la façon

<sup>8</sup> — L'intégration de la dimension de genre contient la mise en œuvre de l'égalité des sexes aussi bien à l'intérieur de l'organisation qu'à travers le travail orienté vers l'extérieur. Chez Brot für die Welt une personne chargée de l'égalité des droits entre les hommes et les femmes travaille sur le thème relatif à l'égalité des sexes au sein de l'organisation, alors qu'une autre personne responsable pour la politique du genre se charge, en collaboration avec un groupe spécialisé sur le genre, du travail orienté vers l'extérieur. Les interfaces entre les deux secteurs de travail sont abordées ensemble.

dont les thèmes transversaux sont abordés. Ce processus a déjà commencé avec l'élaboration d'un projet pour un document stratégique sur la manière dont les thèmes transversaux sur le genre, l'inclusion et les impacts environnementaux doivent être abordés.

### 3.4 Assurer la continuité du travail

L'égalité de sexes et les droits humains et droits des femmes ne sont totalement mis en œuvre dans aucun pays du monde. Il suffit de se pencher sur les statistiques et les situations présentées dans le présent document pour mesurer l'ampleur de l'enracinement de la discrimination sexiste dans beaucoup de sociétés. C'est pour cette raison que Brot für die Welt va continuer à s'engager pour la mise en œuvre de l'égalité des sexes en coopération avec les organisations partenaires, à renforcer le dialogue relatif à ce thème avec les partenaires et à rendre visible la perspective du genre dans son travail de lobbying relatif aux différents thèmes traités. Ainsi, les défis liés à la protection des femmes et des filles, tout comme le renforcement des droits des femmes et la promotion de l'égalité des sexes dans les contextes fragiles bénéficieront d'une attention accrue.

La lutte contre la violence basée sur le genre et la violence sexuelle dans toutes ses formes et contextes et l'éradication de la discrimination structurelle à l'endroit des femmes et des filles sont particulièrement prises en compte dans les soutiens accordés par Brot für die Welt. Cela se produit fortement par le soutien d'organisations et réseaux féministes qui, en accord avec leur spécialisation thématique respective, jouent un rôle capital dans le travail politique de lobbying et de plaidoyer pour le renforcement des capacités des femmes et la revendication de leurs droits, tout comme dans la mise en œuvre de l'égalité des sexes dans les institutions et dans la société.

En conformité avec le plan de stratégie 2016 – 2020, l'ancrage de la question du genre comme thème transversal et l'application de l'intégration de la dimension de genre dans notre organisation et ses organisations partenaires est discutée et, éventuellement, à nouveau conceptualisée. Des formations continues sont (de nouveau) régulièrement offertes aux collaborateurs à tous les niveaux hiérarchiques et dans tous les secteurs de travail, tout comme aux organisations partenaires dans le cadre de la

consultation et de la qualification de ces dernières. La compétence des collaborateurs et collaboratrices en matière de genre est ainsi garantie, encouragée et reconnue en tant que qualification.

Brot für die Welt dispose des instruments suivants qui, séparément ou de manière combinée, contribuent à la mise en œuvre de l'égalité des sexes dans le cadre du travail de l'organisation :

- Le **soutien financier** encourage les organisations partenaires à poursuivre et à développer leur travail conformément à la fixation des priorités décrite au chapitre 4.2. Pour ce faire, il utilise également des instruments de consultation et d'accompagnement des processus. Dans le cadre de l'aide humanitaire, le soutien financier des partenaires est assuré par la Diakonie Katastrophenhilfe. Les fixations des priorités définies au chapitre 4.2 sont appliquées en fonction du contexte et en conformité avec les principes et standards de l'aide humanitaire.
- Le **placement de personnel** place des professionnel(le)s d'appui qui conseillent et soutiennent les organisations partenaires sur les thèmes et questions politiques liés au genre, dans la mise en œuvre de l'égalité des sexes et/ou leur prise en compte en tant que thème transversal.
- La **consultation spécialisée** permet aux organisations partenaires d'apprécier leur travail sur l'égalité des sexes et met l'accent sur les structures de consultation en tant que multiplicatrices à l'échelle locale.
- Le **développement du personnel** offre aux collaborateurs et collaboratrices l'opportunité de mettre à jour et d'accroître leurs compétences en matière de genre.
- Grâce aux **programmes de bourses**, les femmes ont accès à la formation tertiaire. De plus, on peut par cet instrument encourager les étudiantes inscrites dans les filières typiquement masculines.
- Le soutien apporté aux **groupes et communautés, tout comme aux organisations et initiatives ecclésiales en Allemagne** qui font un travail de formation lié à la politique de développement, offre un cadre pour thématiser de manière accrue la mise en œuvre de l'égalité des sexes en Allemagne.

- Au moyen de publications, de travail des médias, de sites internet et de voyages d'information, les **relations publiques** contribuent à la sensibilisation du public et des communautés ecclésiales sur l'importance de l'aide humanitaire équitable, de la politique du développement et de la coopération au développement.
- Dans le cadre du **travail de lobbying et du dialogue sur la politique de développement**, Brot für die Welt fait part de ses demandes et exigences liées au genre et les intègre de manière accrue et en collaboration avec ses organisations partenaires dans les processus nationaux et internationaux y afférant. Dans le cadre du travail de lobbying et du dialogue humanitaire, Diakonie Katastrophenhilfe souligne le rôle central d'une aide humanitaire sensible au genre et soucieuse de l'équité des sexes. Elle l'intègre également dans les processus nationaux et internationaux correspondants.

Les planifications stratégiques des départements issues de la planification stratégique de l'organisation traitent déjà en partie de la réalisation de l'égalité des sexes dans leur travail respectifs et prévoient l'utilisation d'instruments appropriés. Là où la mise en œuvre de l'égalité des sexes n'est pas réalisée ou l'est insuffisamment, des réflexions doivent être menées pour montrer comment contribuer à la mise en œuvre de celle-ci.

Tel que déjà recommandé dans l'évaluation de la stratégie du genre des organisations antérieures, Brot für die Welt, sur la base de cette politique du genre, un plan stratégique qui, en relation avec la planification stratégique de l'organisation, correspond de manière ferme aux objectifs et indicateurs de la mise en application du directif.

# Conclusion

L'égalité des droits est un droit humain et la promotion de l'égalité des sexes un moyen de lutte contre la faim et la pauvreté. Une étude menée en 2008 par Brot für die Welt a révélé qu'une participation égalitaire et une implication sociale des femmes améliorent aussi bien la situation de vie de ces dernières que leur environnement. L'éducation et le renforcement des capacités économiques des femmes ont un impact positif sur la sécurité alimentaire, la santé et les revenus des ménages. Le fait que la conception sexiste des rôles attribués aux genres, la division du travail, les évaluations, les hiérarchies et les rapports de force puissent être remis en cause et modifiés a un effet tonifiant qui, même en contexte fragile, peut influencer et contribuer à la construction de sociétés stables. Des processus de changement sociaux sont ainsi mis en route, auxquels les hommes, même à long terme, ne peuvent pas se soustraire et qui contribuent au renforcement des capacités d'autres groupes défavorisés. La mise en œuvre de l'égalité des sexes est donc une contribution au bien commun. En même temps, toute forme de violence et d'exploitation doit être activement combattue.

Le développement durable pour lequel Brot für die Welt s'engage, qui a pour but la lutte contre la pauvreté, la justice, la sauvegarde de la création, la paix et la sécurité, n'est pas envisageable si l'égalité des sexes n'est pas réalisée.



# Bibliographie

AG KED (1993): Wege zu einer frauengerechten Entwicklungszusammenarbeit: Ein Orientierungsrahmen der AG KED, Hamburg: Verlag Dienste in Übersee

Brot für die Welt (2008): Fünf Jahrzehnte kirchliche Entwicklungszusammenarbeit, Wirkungen – Erfahrungen – Lernprozesse, Frankfurt: Brandes & Apsel

Brot für die Welt und Evangelischer Entwicklungsdienst (2007): Genderstrategie-Papier „Wir schließen die Lücke zwischen Theorie und Praxis – eine Handlungsstrategie zur Förderung gleicher Lebenschancen für Frauen und Männer mit den Programmen von EED und „Brot für die Welt“, Stuttgart und Bonn

Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (2014): Gleichberechtigung der Geschlechter in der deutschen Entwicklungspolitik, BMZ Strategiepapier 2/2014, Bonn und Berlin

Fédération luthérienne mondiale (2013): Politique de la FLM relative à la justice de genre

Hombrecher, Una, u.a. (2007): Häusliche Gewalt überwinden: eine globale Herausforderung, Stuttgart: Diakonisches Werk der Evangelischen Kirche in Deutschland

IASC Gender Handbook in Humanitarian Action (2006)

Medica Mondiale (2013): Sexualisierte Kriegsgewalt, Themeninformation, Medica Mondiale, Köln

De Schutter, Olivier (2013): Gender Equality and Food Security: Women's Empowerment as a Tool against Hunger, Philippines: FAO and ADB

GenCap: Integrating gender concerns into the objectives and activities for disaster prevention, preparedness, response and recovery, based on national disaster risk management plans and OCHA's minimum preparedness activities (2012)

OECD (2014): Social Institutions and Gender Index Synthesis Report, OECD Development Centre

Präsentationen von Bedurke, Lars ; Frey, Regina ; Leipoldt, Kristina ; Tassi Bela Viviane im Rahmen der Auftaktveranstaltung zur Entwicklung der Gender Policy von Brot für die Welt – Evangelischer Entwicklungsdienst, Berlin: 14. Mai 2014

Sphere Handbook 2011, Humanitäre Charta und Mindeststandards in der humanitären Hilfe

Stiegler, Barbara (2004): Geschlechter in Verhältnissen, Denkanstöße für die Arbeit in Gender Mainstreaming Prozessen, Bonn: Friedrich Ebert Stiftung

United Nations (2015): The World's Women 2015, Trends and Statistics, UN Department of Economic and Social Affairs, New York

UNFPA (2015): Weltbevölkerungsbericht 2015 Kurzfassung, Schutz für Frauen und Mädchen in Not, Deutsche Stiftung Weltbevölkerung, Hannover

Wichterich, Christa (2011): Feminismus im Plural – Frauen weltweit in Bewegung, Inkota-Brief 155, Berlin

World Bank (2015): Women, Business and the Law 2016, Getting to Equal, World Bank, Washington

# Liste des abréviations

|        |   |
|--------|---|
| AG KED | Arbeitsgemeinschaft Kirchlicher Entwicklungsdienst (Groupe de travail Service du développement de l'Église protestante d'Allemagne)                                   |
| BMZ    | Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement)                             |
| CEDAW  | Convention on the Elimination of all Forms of Discrimination against Women (Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes) |
| COE    | Conseil Œcuménique des Eglises  |
| EED    | Evangelischer Entwicklungsdienst (Service des Églises Évangéliques en Allemagne pour le Développement)  |
| EHAIA  | Initiative œcuménique de lutte contre le VIH et le sida en Afrique  |
| EWL    | European Women's Lobby (Lobby Européen des Femmes)  |
| FLM    | Fédération luthérienne mondiale   |
| HCR    | Haute Commissariat des Nations Unies pour le réfugiés   |
| ODD    | Objectif de développement durable   |
| ONU    | Organisation des Nations Unies  |
| UE     | Union Européenne  |



**Brot für die Welt  
Evangelisches Werk für Diakonie  
und Entwicklung e. V.**

---

Caroline-Michaelis-Straße 1  
10115 Berlin

---

Téléphone +49 30 65211 0  
Fax +49 30 65211 3333  
info@brot-fuer-die-welt.de  
www.brot-fuer-die-welt.de